

*Raphaël Glucksmann semble l'enfant chéri de la presse mainstream, qui voit en lui – dans la perspective des élections européennes à venir – un antidote utile à la gauche de rupture, incarnée depuis plusieurs années par Jean-Luc Mélenchon et la France insoumise. Son profil politique ne laisse effectivement guère place au doute : il s'agit d'une version vaguement rafistolée de l'orientation d'accompagnement du capitalisme néolibéral qui a plongé la gauche dans une crise historique, partout dans le monde.*

*Mais qu'est-ce que cela dit des batailles qui se jouent à gauche actuellement et des stratégies des différents partis qui s'étaient unis dans le cadre de la NUPES, en particulier du PS ? L'économiste Stefano Palombarini, auteur notamment (avec Bruno Amable) de [L'Illusion du bloc bourgeois](#), avance quelques pistes.*

\*\*\*

Beaucoup a été dit sur la candidature de Raphaël Glucksmann aux élections européennes, de son choix d'en faire une occasion de propagande des positions ultra-atlantistes sur la politique internationale tout en minorant les thèmes de politique économique et sociale. On sait qu'il parle peu volontiers de la situation à Gaza, pour laquelle il refuse d'utiliser le terme génocide pourtant validé par la Cour Internationale de Justice dans son verdict à la suite de la plainte déposée par l'Afrique du Sud. On sait qu'il va bien au-delà de la volonté de soutenir militairement l'Ukraine, une volonté partagée aussi par ceux qui pensent qu'une aide de ce type est nécessaire pour établir un rapport de force suffisamment équilibré, et laisser ainsi une chance à une solution négociée du conflit. Non, pour lui aucun accord de paix n'est possible avec Poutine, un tyran qui menace nos démocraties : la seule possibilité est de le « défaire totalement », de « l'humilier ». En bon néoconservateur, il va même plus loin : les démocraties occidentales ne sont pas simplement menacées par Poutine, mais par « l'alliance entre la Russie et la Chine [...]. Ce n'est pas une alliance conjoncturelle, mais une alliance idéologique, dont le ciment est le ressentiment à notre égard », où évidemment le « notre » ne fait pas référence seulement à la France, mais à l'Occident[1].

Ces positions ne sont guère étonnantes pour qui connaît son parcours : contributeur régulier de la revue *Les meilleurs des mondes*, qui a été un soutien indéfectible de la politique étrangère de George Bush ; membre du cercle de l'Oratoire, *think tank* atlantiste et néoconservateur ; sous l'impulsion de Bernard-Henri Lévy[2], conseiller de Mikheïl Saakachvili pendant que celui-ci présidait la Géorgie sur une ligne atlantiste et libérale. En 2007, d'abord candidat pour Alternative Libérale, Glucksmann décida finalement d'apporter un soutien enthousiaste à Sarkozy, qu'il considérait comme « l'héritier rebelle » de 1968[3]. Dix ans plus tard, il accueillait avec ces mots le résultat de la présidentielle :

« Emmanuel Macron s'adresse à des individus empêchés dans leur quête d'épanouissement par des blocages culturels, des structures sociales ossifiées, des « assignations à résidence » géographiques, identitaires ou économiques, qu'il promet de dépasser. Il est structurellement antiraciste et ouvert sur le monde. Il entend donner à chacun d'entre nous les moyens de se réaliser, rendre la société moins rigide, plus fluide. Il incarne une pensée centrée sur les libertés individuelles, à laquelle la France fut longtemps rétive. Voilà pourquoi il a séduit tant d'anciens soixante-huitards : le président Macron est, de ce point de vue, leur fils spirituel »[4].

Macron comme Sarkozy, les héritiers de 1968... Si, depuis, Glucksmann dit avoir viré à gauche (une gauche qui s'identifie, comme dans la meilleure tradition du Parti socialiste, avec la toujours très hypothétique construction d'une « Europe sociale »), ses positions sur la politique internationale n'ont pas changé d'un iota, et correspondent toujours à celles du néoconservatisme le plus aveugle.

Si le profil de Glucksmann ne laisse place à aucun doute, on peut en revanche s'interroger sur les raisons qui ont conduit le Parti socialiste à le désigner pour la deuxième fois comme tête de liste, en renonçant de nouveau à attribuer le rôle à l'un de ses dirigeants. Bien évidemment, il s'agit d'une candidature qui peut se révéler efficace dans une élection qu'on prévoit largement boudée par les jeunes et les classes populaires : selon un sondage Ipsos publié début mars<sup>[5]</sup>, qu'il faut considérer plus solide que d'autres en raison de la taille importante de l'échantillon, le taux d'abstention se situerait à 65% pour les employés et les ouvriers, et dépasserait le 70% pour les moins de 35 ans. Mais la question ouverte porte sur ce que cette candidature dit des perspectives stratégiques d'un parti qui, sorti en miettes de la présidentielle, avait décidé de s'engager dans la NUPES avant de « suspendre » sa participation au mois d'octobre 2023.

Une première hypothèse, souvent évoquée, est celle d'une volonté de renégocier la NUPES sur la base du résultat des européennes, ce qui permettrait au PS, si les sondages devaient se confirmer, de jouer un rôle majeur dans la désignation du candidat commun à la présidentielle. Mais cette interprétation apparaît plus que fragile : le PS a choisi non seulement de refuser une liste unique, mais aussi de mener campagne sur des thèmes très clivants à gauche, qui l'éloignent radicalement non seulement de la France insoumise, mais aussi du Parti communiste et d'une fraction non négligeable des écologistes. De ce point de vue, le résultat des européennes n'a guère d'importance : si la perspective était toujours celle d'un rassemblement de l'ensemble de la gauche, le PS n'aurait pas désigné Glucksmann, ni décidé d'axer sa campagne sur la guerre comme unique instrument de solution du conflit ukrainien. Il l'a fait, et l'enseignement qu'on doit en tirer est que pour les socialistes, la NUPES est définitivement enterrée.

Une deuxième hypothèse prend ainsi corps : la décision de rompre durablement toute démarche unitaire pourrait être le produit d'une nostalgie de la longue période qui a vu le PS dominer l'espace de la gauche avec les autres mouvements réduits à la marginalité, une nostalgie qu'on sait être bien présente parmi les cadres du parti. Cette perspective interprétative laisse cependant songeurs tant elle relèverait de l'absence complète d'analyse des échecs subis en 2017 et 2022. La crise du Parti socialiste a été celle de la gauche d'accompagnement, dont le projet depuis les années 1980 était une transition vers le capitalisme néolibéral accomplie « en douceur », qui éviterait toute rupture brutale à la Thatcher, avec des réformes institutionnelles s'attachant d'abord aux domaines les moins directement connectés aux intérêts populaires, comme le système financier ou le commerce international, et menées dans une logique de compromis, à l'image du gouvernement Jospin qui a battu les records en matière de privatisations tout en concédant la réduction de la durée légale du travail à 35 heures.

Si cette stratégie a fonctionné pendant presque quatre décennies, elle était destinée à rencontrer sa limite : au moment où la poursuite de la réforme néolibérale imposait de s'attacher à la relation salariale et à la protection sociale, le bloc de soutien au PS s'est scindé en deux, avec d'une part les groupes sociaux décidés à prolonger le mouvement qui ont rallié Macron, et d'autre part les catégories populaires définitivement dégoûtées par l'action des gouvernements socialistes qui ont pris d'autres directions, principalement vers l'abstention ou vers la gauche de rupture, au cri de « jamais plus le PS ». L'impossibilité de

François Hollande de se représenter et le mauvais résultat de Benoit Hamon, puis la déroute d'Anne Hidalgo ne sont pas des événements à l'intérieur d'une parenthèse qu'il s'agirait de refermer : la stratégie de la gauche d'accompagnement, à une époque gagnante, n'est aujourd'hui plus viable.

En créditant d'un minimum d'intelligence politique les dirigeants socialistes, il faut donc douter de la pertinence de cette deuxième hypothèse et en formuler une troisième en mesure de rendre compte du choix de se ranger derrière Glucksmann. La lutte pour succéder à Macron dans la représentation du bloc bourgeois est destinée à s'ouvrir dans la période qui vient, et rien ne dit qu'elle sera réservée aux composantes de la minorité présidentielle. La dérive droite du Président et de ses fidèles laisse d'ailleurs imaginer qu'un espace puisse s'ouvrir pour un candidat en mesure de rejouer la campagne « progressiste » du premier Macron, et il y a beaucoup de raisons pour imaginer que le profil de Glucksmann soit adapté à une telle tâche.

Cependant, même dans les sondages sur les prochaines européennes qui lui sont les plus favorables, il n'y a pour l'instant aucun signe d'une capacité du PS d'intercepter le soutien ne serait-ce que d'une petite fraction du bloc bourgeois : celui-ci s'effrite, mais exclusivement à l'avantage de la droite et (surtout) de l'extrême-droite, alors que le total des voix pour les listes socialiste et écologiste est, dans tous les sondages, au mieux identique à celui de 2019[6]. Mais de façon plus fondamentale, il faut rappeler quels étaient les axes structurants de la première campagne macroniste : accent sur démocratie, libertés publiques, droits individuels, certes ; attachement total à la construction européenne, évidemment ; mais aussi volonté ferme d'amener à son terme la transition néolibérale, y compris au prix de réformes impopulaires sur le travail et la protection sociale.

C'est sur ces axes que le bloc bourgeois s'est construit, et c'est la capacité d'être crédible sur les trois axes qui sera déterminante pour savoir si un autre Macron est vraiment possible[7]. Concrètement, pour le PS cela reviendrait non seulement à se payer plein de mots sur l'Europe et la démocratie, exercice qu'il maîtrise parfaitement, mais aussi à réhabiliter la loi El Khomri et François Hollande, ce qui n'est pas à exclure mais qui demanderait d'effacer de la mémoire des électeurs toutes les critiques formulées par le parti à leur encontre, l'inventaire « sans concession » dressé par Olivier Faure du quinquennat de l'ancien président[8], la participation à la NUPES, l'alliance aux législatives avec la France insoumise. Bref, si l'idée est de se positionner de sorte à représenter un bloc bourgeois par ailleurs déclinant, l'éphémère virage à gauche de la période qui va de mai 2022 à octobre 2023 pourrait se révéler un handicap insurmontable.

Même si c'est à des degrés divers, chacune de trois clés de lecture évoquées a de quoi laisser perplexe. Il y en a en revanche une quatrième qui paraît plus pertinente. Il est possible que le PS ait tiré comme enseignement de ses derniers échecs l'impossibilité de jouer de nouveau un rôle de premier plan dans le gouvernement du pays, et qu'il considère désormais comme objectif prioritaire simplement sa survie : ce qu'on pourrait appeler « le syndrome PCF ». La décision d'intégrer la NUPES, qui restera peut-être dans les mémoires comme la dernière tentative socialiste de traduire une ambition nationale dans une stratégie politique, impliquait un risque sur la viabilité d'un parti qu'elle a profondément divisé.

Faure n'a gagné le congrès de janvier 2023 qu'avec un très faible écart, résultat d'ailleurs contesté par ses opposants ; et tout indique qu'au moins depuis octobre, il a perdu la main sur un parti aujourd'hui dominé par son ancienne minorité, une (ex)-minorité constituée très largement par des élus locaux dont les choix stratégiques sont liés bien davantage au

renouveau de leurs mandats qu'à un projet de gouvernement pour la France. Il suffit de rappeler que ses figures principales s'appellent Carole Delga, présidente de la région Occitanie (ovationnée sur demande de Glucksmann au meeting toulousain du 23 mars), Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen, Michaël Delafosse, maire de Montpellier, ou encore Anne Hidalgo, maire de Paris. Tous réunis aujourd'hui, avec Faure, dans le soutien à Glucksmann, dont la candidature s'explique avec la nécessité de réunifier un parti menacé de disparition à cause des mauvais résultats électoraux mais aussi de ses fractures internes.

Ainsi, comme je l'ai indiqué, le résultat des européennes à venir, quel qu'il soit, ne jouera guère dans la renégociation d'une NUPES que le PS a décidé de dissoudre définitivement ; il pourra éventuellement donner quelques illusions, mais bien fragiles, aux nostalgiques des années glorieuses du parti ; et se révélera très probablement inefficace pour ceux qui voient dans l'essayiste néoconservateur le successeur possible de Macron. Mais si elle ne correspond à aucun projet politique national solide et cohérent, la candidature Glucksmann permet aujourd'hui au PS de se considérer comme enfin ressoudé : l'appareil n'est pas mort, comme n'est pas morte sa capacité d'aider des notables locaux à garder leur place.

\*

Illustration : Wikimedia Commons.

## Notes

[1] « Raphaël Glucksmann: « Il faut humilier Poutine en Ukraine » », *L'Echo*, 28 avril 2023.

[2] « Dans la famille Glucksmann, le fils est conseiller de président », *Le Monde*, 5 octobre 2011.

[3] A. Glucksmann, R. Glucksmann : *Mai 68 expliqué à Nicolas Sarkozy*, Denoël, 2008.

[4] R. Glucksmann : « Nous avons évité la mort clinique, mais la maladie, elle, demeure », tribune publiée dans *Le Monde*, 8 mai 2017.

[5] Ipsos -CEVIPOF : *Enquête Electorale Française : Européennes -Vague 3*, Mars 2024. L'échantillon utilisé est de 11.770 personnes.

[6] Aux européennes 2019, le total des listes conduites par Jadot et Glucksmann était de 19,7%, auquel il faudrait ajouter au moins une partie des voix qui s'étaient portées sur la liste Hamon (3,3%). Dans les huit sondages publiés à ce jour sur les européennes 2024 depuis début mars, le total des listes PS et EELV varie entre 17 et 20%.

[7] P. Rimbert : « Un autre Macron est possible », *Le Monde diplomatique*, décembre 2018

[8] « PS : Faure tourne la page Hollande et fustige son bilan », *Les Echos*, 28 janvier 2019